

SNCS-HEBD0 07 n°06

27 avril 2007

Appel pour le 1^{er} mai 2007 Pour le progrès social et la paix dans le monde

*Pour l'Île de France
Rendez-vous à 14 h 30
Place de la République (angle de l'avenue de la République)
Sous le ballon du SNCS*

Traditionnellement la fête du travail du 1^{er} mai est un moment où tous les salariés de la planète se mobilisent pour la paix dans le monde et le progrès social. Ce dernier est remis en cause par la mondialisation économique. Aujourd'hui le produit du travail profite principalement aux actionnaires et peu aux salariés. La paix dans le monde est bafouée en Irak, en Afghanistan, au Moyen-Orient, au Darfour, etc En France, ce 1^{er} mai 2007 revêt un caractère particulier, car situé entre les deux tours de l'élection présidentielle. Si on peut se réjouir de la participation élevée du premier tour ainsi que l'échec électoral du Front national, on doit s'inquiéter de la banalisation des thèses d'extrême droite au cours de cette campagne. L'un des candidats restant en lice, à savoir Nicolas Sarkozy, représente un danger certain pour le progrès social. Ce même candidat a un programme sur la recherche et l'enseignement supérieur qui effraie la communauté scientifique et universitaire. Pour toutes ces raisons, il est important de participer massivement aux défilés du 1^{er} mai.

J. Fossey, membre du bureau national

Depuis des années, le progrès social est mis à mal. L'emploi est menacé, les plans sociaux se succèdent, le taux de chômage est inacceptable, la précarité se développe, le pouvoir d'achat s'érode, les logements sont de plus en plus chers, le droit à la santé, l'accès aux soins et la protection sociale sont remis en cause. En conséquence, de plus en plus de couches sociales s'appauvrissent et se marginalisent alors que certains privilégiés s'enrichissent scandaleusement et que les responsables des déboires des salariés se font des parachutes dorés.

Les personnels de la recherche publique n'échappent pas à ces dégradations sociales. La création de l'Agence nationale pour la recherche (ANR) entraîne une explosion des emplois précaires dans les laboratoires. Il y a aujourd'hui plus d'embauche de jeunes chercheurs en CDD que sur postes statutaires de titulaires de la fonction publique. Les CCD recrutés par l'ANR lors de la première vague vont arriver en fin de contrat. Rien n'est fait pour gérer leur devenir puisqu'il n'est pas prévu d'accroître les créations d'emploi dans les organismes de recherche ou dans l'enseignement supérieur. Depuis les années soixante, l'embauche sur postes statutaires est passée de bac + 4, c'est-à-dire après le DEA, soit aux alentours de 22 ans à bac + au moins 13, c'est-à-dire au delà de trente ans, après avoir enchaîné deux ou trois post-docs.

La suppression de la limite d'âge entraîne, d'ores et déjà, un nouveau vieillissement au recrutement des chargés de recherche de 2^{ème} classe. Le dernier congrès du SNCS demande que le recrutement en CR2 se fasse dans les six années suivant le début de la thèse.

Les carrières dans les EPST sont particulièrement bloquées. Il y a un déficit notoire de promotions que se soit dans les corps de chercheurs ou dans ceux des ingénieurs et techniciens. Nous sommes fermement opposés aux mesures de compensation mises en place, telles que les primes aux mérites proposés par le gouvernement (bourses Descartes) ou par les directions d'organismes (contrat d'interface de l'Inserm).

Le pouvoir d'achat ne cesse de se dégrader depuis des décennies. Ce phénomène est accentué par l'absence de promotions. Un chargé de recherche en fin de carrière a, de fait son salaire bloqué depuis plus de 20 ans. Il en est de même des IR2. Cette situation est intolérable. Nous devons agir, tous ensemble pour revaloriser le pouvoir d'achat et les carrières des personnels.

Cette situation n'est pas inéluctable si nous savons mettre la pression sur les gouvernements. La première action est donc de participer nombreux aux défilés du 1^{er} mai.